

## **VD\_FINDINFO Jug / 2016 / 215 vom 19. Juli 2016**

VD Tribunal cantonal, 2016-07-19, FR

Quelle: [https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/vd\\_findinfo\\_Jug\\_\\_\\_2016\\_\\_\\_215](https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/vd_findinfo_Jug___2016___215)

FR: VD\_FINDINFO Jug / 2016 / 215 du 19 juillet 2016

IT: VD\_FINDINFO Jug / 2016 / 215 del 19 luglio 2016

### **Regeste**

PRÉVOYANCE PROFESSIONNELLE, PRÉVOYANCE PROFESSIONNELLE SELON LA LPP, RENTE D'INVALIDITÉ, SURASSURANCE, CERTIFICAT D'ASSURANCE | 34a LPP, 36 LPP, 48 LPP, 73 LPP, 86b LPP, 24 OPP2

### **Erwägungen**

#### **E. 19**

novembre 2014 n'est plus litigieuse. Fait en revanche partie de l'objet du litige le montant dû par le défendeur au titre de rente d'invalidité pendant la période courant jusqu'au 31 décembre 2013, lequel doit être recalculé conformément aux art. 34a LPP et

#### **E. 24**

al. 2 OPP 2, tels qu'ils ont été appliqués par le Tribunal fédéral. Conformément au considérant 7 de l'arrêt du Tribunal fédéral du

#### **E. 29**

janvier 2016, qui lie la Cour de céans sur ce point, le grief du demandeur relatif à l'application des règles du splitting pour la « part active » est recevable dans la mesure où il constitue un nouvel argument juridique dans les limites de l'objet du litige (ATF 136 V 362 consid. 4.1). Il conviendra donc de statuer sur la conclusion prise à cet égard par le demandeur dans son mémoire du 20 avril 2016. c) La Cour de céans est liée par les constatations de fait du jugement du 19 novembre 2014 qui n'ont pas été attaquées devant le Tribunal fédéral. Il n'y a donc pas lieu de s'écarter des faits retenus par le précédent jugement de la Cour de céans, en particulier des montants retenus dans le calcul de surindemnisation, dans la mesure où le Tribunal fédéral n'a pas considéré qu'ils avaient été constatés de manière manifestement incomplète. 2. Il y a ainsi lieu de procéder à nouveau au calcul de surindemnisation, conformément aux principes posés par le Tribunal fédéral dans son arrêt 9C\_15/2015 pour la période comprise entre le 1<sup>er</sup> septembre 2008 et le

#### **E. 31**

décembre 2013. a) A teneur de l'art. 34a al. 1 LPP, le Conseil fédéral édicte des dispositions afin d'empêcher que le cumul de prestations ne procure un avantage injustifié à l'assuré ou à ses survivants. L'art. 24 al 1 OPP 2 prévoit ainsi que l'institution de prévoyance peut réduire les prestations d'invalidité et de survivants dans la mesure où, ajoutées à d'autres revenus à prendre en compte, elles dépassent 90 % du gain annuel dont on peut présumer que l'intéressé est privé. Selon l'al. 2 de cette disposition, sont considérées comme des revenus à prendre en compte les prestations d'un type et d'un but analogues qui sont accordées à l'ayant droit en raison de l'événement dommageable, telles que les rentes ou les prestations en capital prises à leur valeur de rentes provenant d'assurances sociales ou d'institutions de

prévoyance suisses et étrangères, à l'exception des allocations pour impotents, des indemnités pour atteinte à l'intégrité et de toutes autres prestations semblables. Est aussi pris en compte le revenu provenant d'une activité lucrative exercée par un assuré invalide ou le revenu de remplacement ainsi que le revenu ou le revenu de remplacement que celui-ci pourrait encore raisonnablement réaliser, à l'exception du revenu supplémentaire réalisé pendant l'exécution d'une mesure de nouvelle réadaptation au sens de l'art. 8a de la loi fédérale du 19 juin 1959 sur l'assurance-invalidité. b) Il convient d'abord d'établir le montant du gain annuel dont on peut présumer que l'intéressé est privé conformément à l'art. 24 al. 1 OPP 2. A cet égard, il s'agit de considérer comme établis les montants retenus par le jugement du 19 novembre 2014, non contestés sur ce point devant le Tribunal fédéral. Conformément au consid. 3.1. du jugement du 19 novembre 2014 de la Cour de céans, le revenu sans invalidité doit ainsi être fixé à 74'965 fr. 45 en 2008, 76'464 fr. 80 en 2009, 77'000 fr. en 2010, 77'770 fr. en 2011, 78'314 fr. 40 en 2012 et 79'097 fr. 55 en 2013. Il faut ajouter à ce montant celui des allocations familiales tel qu'il a été retenu pour chaque année prise en considération par le précédent jugement de la Cour de céans (consid. 3.7 et 4). C'est sur l'addition de ces deux montants que doit être calculée la proportion de 90% fixée par l'art. 24 al. 1 OPP 2 pour déterminer s'il y a ou non surindemnisation. Ce montant doit être calculé pour chaque année considérée. Contrairement à ce que soutient le défendeur dans sa proposition de calcul produite en procédure, il n'y a pas lieu de diminuer ce montant de moitié (50%) pour déterminer si les prestations de l'institution de prévoyance doivent être réduites du fait d'une surindemnisation. Le principe de la concordance événementielle (« Kongruenzgrundsatz ») n'implique en effet pas que l'on doive tenir compte de la part pour laquelle l'institution de prévoyance intervient dans la détermination du gain annuel présumé mais uniquement dans la prise en compte des revenus. En cas d'invalidité partielle, lorsque l'institution de prévoyance n'intervient que pour la part du revenu perdue en raison de cette invalidité partielle, on ne prendra pas en considération dans le cadre de la surindemnisation une partie seulement du gain présumé. Bien au contraire, on doit tenir compte de l'entier du gain présumé et, cas échéant, du revenu réalisé à temps partiel ou qui pourrait être réalisé par l'assuré (TF 9C\_40/2008 du 4 septembre 2008 consid. 6 et références citées ; Isabelle Vetter-Schreiber, BVG FZG Kommentar, 3<sup>ème</sup> éd. 2013, n. 28 ad art. 24 OPP 2). b) Il s'agit ensuite d'établir les revenus à prendre en compte pour cette même période au sens de l'art. 24 al. 2 OPP 2 tel qu'appliqué par le Tribunal fédéral. aa) S'agissant d'abord des rentes versées par l'assurance-invalidité (ci-après : AI), il convient, conformément à ce qu'a exposé le Tribunal fédéral (TF 9C\_15/2015 consid. 6), de ne pas tenir compte de l'augmentation à trois quarts de rente intervenue rétroactivement au 1<sup>er</sup> septembre 2008. Les montants précédemment retenus par la Cour de céans doivent dès lors être réduits dès le 1<sup>er</sup> septembre 2008 pour correspondre aux montants auxquels aurait eu droit le demandeur dès cette date s'il avait continué à bénéficier d'une demi-rente. On ne peut donc ni s'en tenir, pour l'entier de la période, au montant des rentes AI avant le 1<sup>er</sup> septembre 2008 comme le soutient le demandeur, ni réduire proportionnellement par une règle de trois, les montants retenus dans le précédent jugement, qui correspondaient aux prestations versées pour deux tiers de rente, comme le propose le défendeur. Le demandeur n'ayant été mis au bénéfice de trois quarts de rente AI que par décision du 16 janvier 2012 avec effet rétroactif au 1<sup>er</sup> septembre 2008, il a bénéficié jusqu'au 31 décembre 2012 des prestations sur la base d'un droit à une demi-rente AI. On peut dès lors se fonder sur les prestations qui lui ont été effectivement versées, lesquelles ressortent du décompte figurant en page 2 de la décision du 16 janvier 2012 de l'OAI, fixant le montant des prestations dues

rétroactivement au 1<sup>er</sup> septembre 2008 et permettant le calcul des arrérages (pièce 6 du bordereau du demandeur), soit : · du 1<sup>er</sup> septembre 2008 au 31 décembre 2008 : 2'393 fr. par mois · du 1<sup>er</sup> janvier 2009 au 31 décembre 2010 : 2'469 fr. par mois · du 1<sup>er</sup> janvier 2011 au 31 juillet 2011 : 457 fr. par mois (pour l'enfant B.O. \_\_\_\_\_) · du 1<sup>er</sup> janvier 2011 au 31 décembre 2011 : 2'056 fr. par mois Il résulte de ce même décompte que le montant versé par l'OAI le 1<sup>er</sup> janvier 2012 pour des prestations correspondant à une demi-rente AI était de 2'056 fr. par mois. Ce chiffre doit donc également être retenu pour les rentes AI à prendre en compte pour le calcul de surindemnisation en 2012. Quant à l'année 2013, il convient de se référer à la Table des rentes complètes mensuelles, édictée par l'Office fédéral des assurances sociales (OFAS), échelle 44, valable dès le 1<sup>er</sup> janvier 2013, cette table pouvant au besoin également permettre de retrouver les chiffres établis plus hauts. La demi-rente correspondant à trois quarts de rente d'invalidité de 1'713 fr. est de 1'142 francs. Les prestations mensuelles de 685 fr. pour les enfants C.O. \_\_\_\_\_ et D.O. \_\_\_\_\_ doivent quant à elles être ramenées à 457 fr., le montant total acquitté étant donc toujours de 2'056 fr. par mois. bb) Dans son calcul de surindemnisation (consid. 3.6. du jugement du 19 novembre 2014), la Cour de céans avait également pris en considération un revenu hypothétique d'invalidé correspondant au revenu retenu par l'OAI dans sa décision de révision de rente, soit un montant de 23'991 fr. 55. Dans son arrêt (TF 9C\_15/2015 consid. 5.2.), le Tribunal fédéral a laissé indécises les questions relatives au montant du revenu hypothétique pris en compte ainsi qu'au principe même de l'imputation d'un revenu hypothétique lorsque le taux d'invalidité est important, invitant la juridiction cantonale à les trancher dans son jugement à intervenir. Il convient dès lors de les examiner. Tant le demandeur que le défendeur considèrent dans leurs écritures qu'il n'y a pas lieu de retenir un revenu hypothétique d'invalidé, dans la mesure où une capacité de gain ne serait pas exigible de l'assuré au vu de son taux d'invalidité. Avant, cas échéant, d'examiner le montant du revenu hypothétique déterminant, ainsi que notamment la question de savoir s'il y a lieu de s'écarter en l'espèce de la présomption que le revenu d'invalidé déterminé par l'OAI correspond au revenu raisonnablement exigible, il convient d'examiner la question de principe de l'imputation d'un tel revenu hypothétique. Dans ce cadre, il s'agit de prendre en considération les données subjectives, en particulier la question de savoir si la situation individuelle de l'assuré et les circonstances régnant sur le marché du travail permettent réellement à ce dernier, dans le cas particulier, de réaliser un revenu sur la base d'une activité lucrative résiduelle. En présence d'un taux d'invalidité important se pose dès lors la question de savoir si le revenu d'invalidé retenu par l'assurance-invalidité peut être réalisé (cf. Felix Schmid/Martin Würmli, Das mutmassliche Erwerbseinkommen nach Art. 24 BVV2, PJA 2008, p. 719 ss). En référence à une jurisprudence cantonale (arrêt du Tribunal des assurances sociales du canton de Saint-Gall du 20 décembre 2006, BV 2005/33) ainsi qu'à un arrêt du Tribunal fédéral (ATF 134 V 64), les auteurs susmentionnés estiment qu'il convient en général de renoncer à une imputation pour des taux d'invalidité supérieurs à 70%. Cela étant, la jurisprudence du Tribunal fédéral la plus récente se montre plus stricte. Ainsi, le Tribunal fédéral a autorisé la prise en compte d'un revenu hypothétique pour un assuré dont le taux d'invalidité était de 79%, estimant que celui-ci n'avait pas démontré avoir tout entrepris ce que l'on pouvait attendre de lui pour mettre en valeur sa capacité de gain (TF 9C\_275/2013 du 5 novembre 2013, cité par le Tribunal fédéral dans son arrêt en la cause 9C\_15/2015 consid. 5.2.). Il en est allé de même s'agissant d'un assuré dont le taux d'invalidité était de 72%, une capacité de travail résiduelle de 28% pouvant là aussi être valorisée (TF 9C\_913/2013 du 24 mars 2014, également cité dans l'arrêt rendu en la cause

9C\_15/2015). La jurisprudence la plus récente du Tribunal fédéral a été critiquée par Georges Pestalozzi-Seger (Rentes d'invalidité de la prévoyance professionnelle : réduction pour cause de surindemnisation, in : Droit et handicap 1/15, p. 6 ss, spéc. p. 8) qui considère, d'une part, qu'elle a l'inconvénient de confronter le marché du travail à des candidatures qui, dans la pratique, n'ont aucune chance d'être retenues et, d'autre part, que la réduction des prestations opérée en raison de ce revenu hypothétique renvoie souvent les assurés vers les prestations complémentaires, à charge de l'ensemble des contribuables. En l'espèce, il conviendrait dès lors, conformément à la jurisprudence, d'examiner si l'on peut raisonnablement exiger de l'assuré qu'il réalise un revenu pour sa part valide qui est de 32%. Contrairement à ce que soutient le demandeur, il n'y a en effet pas lieu d'opérer, en cas d'invalidité partielle une réduction sur le revenu hypothétique, en tenant compte de la seule « part d'invalidité » soit, de la différence entre le degré d'invalidité reconnu, de 68%, et le taux de la rente AI (trois quarts). Comme pour la détermination du degré d'invalidité, c'est bien l'entier de la capacité de gain restante, soit en l'espèce 32%, qui doit être prise en considération pour déterminer si l'on peut raisonnablement exiger de l'assuré, vu les circonstances concrètes, qu'il réalise un revenu. Ce revenu hypothétique est ensuite ajouté aux autres revenus pour être comparé au 90% du gain annuel présumé. Pour le surplus, le demandeur se contente d'affirmer qu'aucun employeur potentiel n'emploierait un salarié ayant ses limitations fonctionnelles, sans alléguer, ni a fortiori démontrer, qu'il aurait effectivement cherché à mettre à profit sa capacité de gain restante. Il est donc douteux que les conditions permettant de s'écarter de la présomption selon laquelle le revenu d'invalidé établi par l'OAI correspond au revenu raisonnablement exigible de l'assuré soient en l'occurrence remplies. Toutefois, la prise en compte d'un revenu hypothétique ainsi que son montant peuvent rester indécis. Même si on le comptabilise dans les revenus de l'assuré, une surindemnisation doit en effet de toute manière être exclue in casu, au vu de ce qui suit.

cc) Pour établir s'il y a surindemnisation au sens de l'art. 24 OPP 2, il convient encore d'ajouter à ces montants les prestations versées par le défendeur au titre de la prévoyance professionnelle (rentes LPP). Sur ce point, il y a lieu de se fonder sur les chiffres du précédent jugement cantonal, y compris en ce qui concerne l'indexation, dans la mesure où ils n'ont pas fait l'objet de contestations devant le Tribunal fédéral. Le jugement cantonal doit toutefois être complété dans la mesure où il ne fait pas état de l'indexation des rentes, non opérée par le défendeur pour les années où une surindemnisation avait été constatée. Conformément à ce qui est exposé au consid. 3.8.2. du jugement du 19 novembre 2014 précité, il convient à cet égard de tenir compte des chiffres fournis par le défendeur dans ses calculs du 23 septembre 2013 (pièces 111 et 113). Le montant des prestations dues par le défendeur, y compris l'indexation, peut ainsi être détaillé comme suit :

- du 1<sup>er</sup> septembre 2008 au 31 décembre 2008 : 873 fr. 17 par mois
- du 1<sup>er</sup> janvier 2009 au 31 décembre 2009 : 905 fr. 50 par mois
- du 1<sup>er</sup> janvier 2010 au 31 décembre 2010 : 905 fr. 50 par mois
- du 1<sup>er</sup> janvier 2011 au 31 juillet 2011 : 905 fr. 50 par mois
- du 1<sup>er</sup> août 2011 au 31 décembre 2011 : 792 fr. 33 par mois
- du 1<sup>er</sup> janvier 2012 au 31 décembre 2012 : 792 fr. 33 par mois
- du 1<sup>er</sup> janvier 2013 au 31 décembre 2013 : 793 fr. 33 par mois.

3. Sur la base des chiffres ci-dessus, on peut donc procéder aux calculs de surindemnisation suivants pour les différentes années concernées, étant précisé qu'à ce stade on ne tiendra pas compte des montants versés par le défendeur en cours de procédure qui ont valeur d'acomptes.

2008 (01.09 – 31.12) Gain présumé (24 I OPP 2)	Revenus (24 II OPP 2)	Revenu présumé
24'988.48	Part des rentes AI 9'572.00	Allocations familiales 3'480.00
	Rentes LPP indexées	3'492.68
	Total 28'468.48	90% 25'621.63
	Total 13'064.68	Différence 12'556.95
	Revenu	

hypothétique 7'977.18 Pas de surindemnisation 2009 Gain présumé (24 I OPP 2) Revenus (24 II OPP 2) Revenu présumé 76'464.80 Part des rentes AI 29'628.00 Allocations familiales 10'440.00 Rentes LPP indexées 10'866.00 Total 86'904.80 90% 78'214.32 Total 40'494.00 Différence 37'720.32 Revenu hypothétique 24'471.38 Pas de surindemnisation 2010 Gain présumé (24 I OPP 2) Revenus (24 II OPP 2) Revenu présumé 77'000.00 Part des rentes AI 29'628.00 Allocations familiales 10'490.00 Rentes LPP indexées 10'866.00 Total 87'490.00 90% 78'741.00 Total 40'494.00 Différence 38'247.00 Revenu hypothétique 24'642.37 Pas de surindemnisation 2011 Gain présumé (24 I OPP 2) Revenus (24 II OPP 2) Revenu présumé 77'770.00 Part des rentes AI 30'156.00 Allocations familiales 9'790.00 Rentes LPP indexées 10'300.15 Total 87'560.00 90% 78'804.00 Total 40'456.15 Différence 38'347.85 Revenu hypothétique 24'889.09 Pas de surindemnisation 2012 Gain présumé (24 I OPP 2) Revenus (24 II OPP 2) Revenu présumé 78'314.40 Part des rentes AI 24'672.00 Allocations familiales 8'040.00 Rentes LPP indexées 9'508.00 Total 86'354.40 90% 77'719.00 Total 34'180.00 Différence 43'539.00 Revenu hypothétique 25'063.31 Pas de surindemnisation 2013 Gain présumé (24 I OPP 2) Revenus (24 II OPP 2) Revenu présumé 79'097.55 Part des rentes AI 24'672.00 Allocations familiales 4'851.00 Rentes LPP indexées 8'376.38 Total 83'948.55 90% 75'553.69 Total 33'048.38 Différence 42'505.31 Revenu hypothétique 25'313.94 Pas de surindemnisation Il n'y a donc aucune surindemnisation de l'assuré pendant la période concernée, y compris si l'on tient compte d'un revenu hypothétique d'un montant égal au revenu d'invalidité retenu par l'OAI. Il en irait différemment si l'on prenait en considération l'entier des prestations AI. En effet, comme l'a relevé la doctrine (Isabelle Vetter-Schreiber, op. cit., n. 34 ad art. 24 OPP 2), la prise en compte d'une partie seulement des prestations de l'AI dans le calcul de surindemnisation peut aboutir à une surindemnisation de l'assuré compte tenu des prestations versées par le 1<sup>er</sup> pilier. Le Tribunal fédéral a toutefois tenu compte de ces conséquences potentielles en rendant son arrêt du 29 janvier 2016. Il s'ensuit que le défendeur ne peut donc réduire ses prestations en application de l'art. 24 al. 1 OPP 2. Partant, le demandeur a droit au paiement par le défendeur de la différence entre les montants versés au titre des rentes LPP pendant la période considérée et le montant des rentes indexées, soit : · du 1<sup>er</sup> septembre 2008 au 31 décembre 2008 : 10 fr. 17 par mois soit un total de 40 fr. 68 ; · du 1<sup>er</sup> janvier 2009 au 31 décembre 2009 : 42 fr. 50 par mois soit un total de 510 fr. ; · du 1<sup>er</sup> janvier 2010 au 31 décembre 2010 : 42 fr. 50 par mois soit un total de 510 fr. ; · du 1<sup>er</sup> janvier 2011 au 31 juillet 2011 : 42 fr. 50 par mois soit un total de 297 fr. 50 ; · du 1<sup>er</sup> août 2011 au 31 décembre 2011 : 37 fr. 35 par mois soit un total de 186 fr. 75 ; · du 1<sup>er</sup> janvier 2012 au 31 décembre 2012 : 37 fr. 33 par mois soit un total de 448 fr. ; · du 1<sup>er</sup> janvier 2013 au 31 décembre 2013 : 8'376 fr. 38. Le demandeur ayant expressément renoncé à demander le paiement d'intérêts moratoires, point n'est besoin de les calculer. En définitive, le défendeur doit, en relation avec les rentes LPP dues du 1<sup>er</sup> septembre 2008 au 31 décembre 2013, paiement au demandeur de la somme de 10'369 fr. 30. Il conviendra de déduire de ce montant les versements déjà effectués par le défendeur suite au jugement de la Cour de céans du 19 novembre 2014 (6'566 fr. 35, valeur échue le 5 février 2015) et en cours de procédure suite à l'arrêt de renvoi du Tribunal fédéral (935 fr 15, valeur échue le 4 avril 2016). Il reste donc un solde dû de 2'867 fr. 50. 4. En se référant aux règles du splitting, le demandeur conclut devant la Cour de céans à ce que le défendeur lui fournisse des certificats concernant l'avoir de prévoyance pour la « part active » après splitting pour les années 2014, 2015 et 2016. Il ne reprend en revanche pas la conclusion en paiement de la somme de 65'748 fr. en raison du revenu raisonnablement exigible qui aurait été

comptabilisé à tort. Le défendeur invoque pour sa part l'irrecevabilité de ce grief. Ainsi qu'il a été exposé supra au considérant 1a et b, il s'agit d'examiner ce grief dès lors que le Tribunal fédéral a estimé, d'une manière qui lie la Cour de céans, qu'il était recevable (TF 9C\_14/2015 consid. 7).

a) Selon l'art. 15 al. 1 OPP 2, si l'assuré est mis au bénéfice d'une rente d'invalidité partielle, l'institution de prévoyance partage l'avoir de vieillesse en une partie correspondant au droit à la rente et en une partie active. Pour un droit à une demi-rente, comme en l'espèce, le partage se fait à raison d' $\frac{1}{2}$  pour l'avoir de vieillesse fondé sur l'invalidité partielle (« part passive ») et  $\frac{1}{2}$  pour l'avoir de vieillesse actif (« part active »). L'avoir de vieillesse actif est assimilé à celui d'un assuré valide et traité, à la fin des rapports de travail, selon les art. 3 à 5 LFLP ([loi fédérale du 17 décembre 1993 sur le libre passage dans la prévoyance professionnelle vieillesse, survivants et invalidité ; RS 831.42] ; art. 15 al. 2 OPP 2).

b) En l'espèce, aux termes de sa demande initiale, l'assuré avait pris une conclusion tendant à la production par le défendeur de certificats annuels pour la part active. Le Fonds de garantie LPP a établi, en date du 18 février 2013, à l'attention du conseil du demandeur, dans le cadre de sa procédure en divorce, une attestation selon laquelle l'avoir de prévoyance professionnelle, soit la prestation de sortie (art. 2 LFLP), au 28 février 2013 s'élevait à 60'083 fr. 60, intérêts LPP inclus. Etant donné ce certificat, le demandeur avait en conséquence retiré la conclusion susmentionnée à l'issue de son écriture du 10 mars 2014. Contrairement à ce que soutient le demandeur, le partage de l'avoir de vieillesse selon l'art. 15 OPP 2 n'a aucune incidence sur le calcul de surindemnisation fondé sur l'art. 24 OPP 2. Comme on l'a vu supra au considérant 3b/bb, pour déterminer s'il y a surindemnisation au sens de cette disposition, il convient toujours de prendre en compte, y compris en cas d'invalidité partielle, l'entier du gain présumé, ainsi que le revenu que peut réaliser l'assuré, y compris pour la part pour laquelle il est considéré comme « valide ». On ne peut donc imputer la « part active » de l'avoir de vieillesse à la capacité de gain restante de l'assuré. Pour autant qu'elles soient maintenues, les conclusions en paiement de la somme de 65'748 fr. prises par le demandeur devant le Tribunal fédéral doivent donc être rejetées.

5. Reste à examiner la conclusion tendant à la délivrance de certificats pour la « part active », soit celle qui n'a pas donné lieu à l'invalidité partielle.

a) Selon l'art. 86b LPP, l'institution de prévoyance renseigne chaque année ses assurés de manière adéquate sur leurs droits aux prestations, le salaire coordonné, le taux de cotisation et l'avoir de vieillesse. Le devoir d'information consacré par cette disposition concerne la situation personnelle concrète de la personne assurée en matière de prévoyance, afin, d'une part, de lui permettre de vérifier en tout temps l'état et l'évolution de sa situation individuelle de prévoyance et, d'autre part, de pouvoir se faire une idée de l'ensemble des activités de son institution de prévoyance (Message du Conseil fédéral relatif à la révision de la loi fédérale sur la prévoyance professionnelle vieillesse, survivants et invalidité du 1<sup>er</sup> mars 2001 ; FF 2000 2495, 2536 ; voir également ATF 136 V 331 consid. 4.2).

b) En l'espèce, il est constant que le demandeur est au bénéfice d'une rente minimale d'invalidité versée par l'institution de prévoyance fondée sur un degré d'invalidité de 50% dès le 26 octobre 1996. Dès cette date, l'avoir de vieillesse du recourant a donc été partagé par moitié, conformément à la teneur de l'art. 15 OPP 2 qui était alors en vigueur (RO 1984 543 ; RO 1996 3952), entre une « part passive » et une « part active ». On ne voit dès lors pas quel motif empêcherait l'assuré d'obtenir des renseignements de la part de prévoyance sur l'état de sa « part active ». On relève d'ailleurs que, dans le cadre de la procédure de divorce de l'assuré, le défendeur a été en mesure de fournir au conseil du demandeur des renseignements sur l'état de cette « part active », intitulée « compte d'épargne » (cf. pièce

128 du dossier du défendeur). c) Il convient dès lors de faire droit à la conclusion du demandeur en ce qui concerne la « part active » et de contraindre le défendeur à lui fournir les renseignements auxquels il a droit en application de l'art. 86b LPP. 6. Le demandeur conclut à l'allocation d'une indemnité de 18'965 fr. à la charge du défendeur à titre de dépens pour l'intégralité de la procédure conduite devant la Cour des assurances sociales, soit celle ayant abouti au jugement du 19 novembre 2014, ainsi que la présente. Au vu des considérants de l'arrêt du Tribunal fédéral, il se justifier de revoir également l'allocation des dépens pour la procédure cantonale. a) Selon l'art. 55 LPA-VD (loi vaudoise du 28 octobre 2008 sur la procédure administrative ; RSV 173.36), l'autorité alloue une indemnité à la partie qui obtient totalement ou partiellement gain de cause, en remboursement des frais qu'elle a engagés pour défendre ses intérêts. La partie qui n'obtient que partiellement gain de cause a droit à des dépens réduits. A teneur de l'art. 11 TFJDA (Tarif du 28 avril 2015 des frais judiciaires et des dépens en matière administrative, RSV 173.36.5.1), les honoraires sont fixés d'après l'importance et la complexité du litige, sans égard à la valeur litigieuse, et sont en règle générale compris entre 500 et 10'000 francs. b) In casu, le jugement du 19 novembre 2014 avait alloué au demandeur un montant de 2'000 fr. correspondant à des dépens réduits, celui-ci n'ayant obtenu que partiellement gain de cause. Il convient toutefois de tenir compte du fait que, suite au renvoi de l'affaire par le Tribunal fédéral, le demandeur obtient entièrement gain de cause sur la question principale de la surindemnisation. Il n'obtient toutefois que toujours partiellement l'allocation des conclusions prises dans sa demande initiale déposée le 18 juin 2013. c) En définitive, compte tenu de l'ampleur et de la complexité de la procédure, une indemnité de 4'000 fr. paraît appropriée pour indemniser le demandeur pour l'intégralité de la procédure menée devant la Cour de céans, montant dont il conviendra de déduire celui de 2'000 fr déjà alloué par le jugement du 19 novembre 2014. d) Quant au défendeur, il n'a pas droit à des dépens en sa qualité d'assureur de la prévoyance professionnelle et ne prétend du reste pas à une telle indemnité (ATF 126 V 143). 7. La procédure étant en principe gratuite en matière de litiges concernant la prévoyance professionnelle (art. 73 al. 2 LPP), il n'est pas perçu de frais judiciaires.

Export aus OpenCaseLaw (CC0). Verbindlich ist allein der vom erlassenden Gericht veröffentlichte Originaltext. Quellen-URL siehe oben.